

<http://ugtg.org/spip.php?article877>



Le social doit cesser de générer de l'assistanat, par T. Cesarus

- Dossier spécial LKP - Secteurs mobilisés -



Date de mise en ligne dimanche 26 avril 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Le dimanche 19 avril 2009, l'ancien secrétaire général de Bijengwa [1]Thierry CESARUS, aujourd'hui éducateur et membre de l'[UTS-UGTG](#) (Union des Travailleurs de la Santé) s'exprimait sur [radyotanbou](#) à propos du conflit social à la à la Maison Départementale de l'Enfance (MDE) ; où un directeur, le dénommé Pierre André PALIE, entend continuer à dicter sa loi avec un insigne mépris des intérêts des enfants, des droits des salariés et de l'avenir de cet établissement essentiel.

A la revendication du départ de cet énergumène autocrate, dont la liste des dérives est impressionnante, le président du Conseil général, Jacques GILLOT, et Pierre Reinette - qui s'avouent incapables de le ramener à la plus simple raison - ne peuvent aujourd'hui opposer qu'un seul argument : "C'est un Guadeloupéen, bay on favè, continuez tant bien que mal de composer avec lui ; sinon il sera comme Jolivière muté en France, car la MDE est le seul foyer de l'enfance existant en Guadeloupe".

Nous publions une transcription de son intervention radiophonique.

Bonjou Janklòd é bonjou tout pèp Gwadeloup ki ka kouté [Radyotanbou](#) é fòs pou tout kanmawad a LKP.

Jodla, la situation est particulièrement grave du fait que nous sommes arrivés à une phase de ce combat, de cette lutte où nous disons que nous ne pouvons plus reculer. Le vendredi 17 [avril 2009] nous étions dans la rue. Mais il faut savoir que le mercredi 15 nous avons eu une troisième réunion avec M. Pierre Reinette et la directrice adjointe des services du Conseil général, Mme LOBÉ. A cette réunion il y avait aussi des membres du conseil d'administration de la MDE, ainsi que M. PALIE en personne et la directrice adjointe.

Et là, nous avons réaffirmé notre positionnement, qui consiste à dire qu'un établissement à caractère social, tel la MDE, ne peut pas fonctionner avec un directeur qui considère que tous les adultes l'entourent et qui y travaillent sont à priori suspects, et qu'ils sont susceptibles de mettre en danger les enfants qui y séjournent. Ce que nous disons aussi, c'est qu'un établissement social à caractère social, en l'occurrence un foyer de l'enfance comme la maison départementale de l'enfance, ne peut pas marcher avec un directeur qui s'est arrangé pour disqualifier l'autorité de toutes les personnes pouvant se situer entre lui et les enfants, afin qu'il puisse se poser en tant que Monsieur Bienveillance. Ce que nous disons c'est qu'un établissement tel la MDE ne peut pas marcher avec un directeur qui règle et gère les questions de la maltraitance uniquement pour sauvegarder l'image de marque de cette institution. Et en définitive un tel établissement ne peut pas redresser la tête avec un directeur qui dit aux grévistes : "après la grève, ça va saigner !". Le droit de grève est un droit fondamental.

C'est en raison de ce contexte que la plateforme revendication que nous avons initialement posé et l'évolution de la situation, ont permis de montrer le vrai visage de Pierre André PALIE : **La parole s'est libérée, les consciences se sont libérées. Et ce qui s'est produit au niveau du LKP nasyonal Gwadeloup, s'est également produit à la MDE** ; dans le cadre de la grève déclenchée depuis le 25 mars 2009.

C'est là que tout le monde a pris individuellement et collectivement conscience du drame que cette institution vivait. C'est là que tout un chacun a pris conscience des conséquences de la gestion d'un individu. Et quand nous le disons nous *mesurons* bien notre parole... Cela veut dire que les responsabilités sont partagées à la MDE ; et il faut que chacun : chaque travailleur, chaque instance présente à la MDE - qu'il s'agisse des syndicats, des instances représentatives du personnel, de chaque salarié dans le poste ou la fonction qu'il occupe, qu'il s'agisse des membres du conseil d'administration - doit se remettre en cause et s'interroger sur ce qu'il convient de faire pour remettre cette institution *debout*.

Mais ce dont nous avons pris conscience collectivement c'est qu'il y a une responsabilité fondamentale et principale aujourd'hui qui a conduit à l'invalidation du personnel de la MDE, à l'invalidation des missions de la MDE ; qui met en danger l'établissement en danger, et qui met les enfants en danger.

Cela veut dire que le développement de la violence, l'aggravation des conditions d'accueil, d'hébergement et de travail qui s'opère sous nos yeux - alors que la MDE devrait être porteur d'espoir pour la fraction des enfants du pays qui sont en difficulté - font que c'est une institution qui est devenue mortifère ; aussi bien pour les enfants qui y sont accueillis que pour les adultes qui y travaillent.

C'est pourquoi, ce mercredi nous réaffirmé notre position face aux membres du CA, à M. Pierre REINETTE et Mme LOBÉ. Et c'est ainsi qu'une première chose est sortie de cette réunion, et qui constitue un des points forts de ce que nous réclamions avant, c'est une proposition officielle faite par M. REINETTE, d'un audit externe - par des personnes censées être impartiales - sur tout ce qui se fait à la MDE, sur la gestion à tous les niveaux de cette institution. Nous lui avons donné une réponse favorable, puisque c'était une de nos revendications.

Mais par rapport à ce que nous disions à l'instant, nous ne subordonnons pas la question du départ de PALIE aux résultats d'un audit. Parce que nous n'attendons pas que des gens sortis d'ailleurs viennent nous éclairer sur ce que nous vivons tous les jours à l'intérieur de la MDE. Nous n'attendons pas d'un audit qu'il nous éclaire sur les dangers que les enfants encourent, sur les violences qu'ils vivent quotidiennement. Parce que tant les enfants que le personnel sont marqués dans leur chair et dans leur conscience par cette réalité.

En définitive, nous disons que la MDE est un établissement public, qui exerce une mission de service public : dès lors les personnes qui doivent être comptables de ce travail ce ne sont pas seulement le Département, l'Etat ou les autres dans son leur domaine respectifs de compétence. **En définitive, le peuple de Guadeloupe qui a ses enfants dans cette institution doit savoir ce qui s'y passe.** Nous ferons ce qui doit être fait pour que le problème soit posé là où il faut et pour que le peuple de Guadeloupe se saisisse de ce problème. Le choix qui a été fait de porter ce conflit dans la rue est un premier pas dans cette direction.

Il faut savoir que nous sommes au service des déshérités, au service des sans droits, des sans voix, de ceux qui souffrent, de ceux qui sont dans la misère dans ce pays la. Or, la situation à la MDE est loin d'être isolée. Le reste du secteur de l'enfance inadaptée, le reste du secteur qui regroupe les personnes qui s'occupent de celles et ceux qui rencontrent des difficultés ou qui sont en souffrance. Il y a un problème dans ce secteur social, il y a un problème quand on se confronte à la misère, quand on est confronté à l'exclusion.

Comment celle-ci est-elle générée dans un pays ?

Sans vouloir couvrir tout le problème, l'un des aspects c'est que chaque individu qui en rentrant le soir chez lui sent fatigué, qui a un problème, ou qui a quelque chose qui l'a touché du point de vue émotionnel, a un ami, un parent... qu'il peut appeler au téléphone. Cela peut prendre cinq minutes, une heure, deux heures de temps... Il peut aussi passer près d'une voisine, d'un voisin, d'une tante, d'un frère ou d'une soeur, d'une mère, ou tout simplement en discuter avec son conjoint...

Bref, nous disposons de ce qu'on appelle un réseau social, c'est le réseau social primaire. Chaque individu dispose autour de lui d'un certain nombre de ressources ; l'on ne vit pas isolé ; l'être humain est un être social à part entière. Et pour qu'il s'épanouisse, il doit être capable justement de liyanné (se lier) avec d'autres personnes autour de lui. Et la particularité de la misère sociale, c'est que ce réseau social, petit à petit, s'effrite, se réduit. Qui fait qu'on se retrouve dans une situation d'exclusion. On se retrouve comme les SDF sans repères, sans personne à qui parler.

Au niveau du secteur social, le drame vécu par les personnes, c'est qu'une fois qu'un enfant passe par une institution, cela signifie qu'en même temps qu'on place cet enfant, on pointe du doigt une famille et on signifie à l'enfant et à sa famille que l'autorité parentale est *quelque part* invalidée.

Et ce qui se passe, c'est qu'après le placement, le parent n'ose même pas demander des comptes, ni même demander aux professionnels et à l'institution les conditions dans lesquelles l'enfant va être pris en charge. Alors que c'est son argent, c'est l'argent des contribuables que nous sommes qui finance ces établissements.

Et l'on en arrive à considérer que le social, l'aide sociale de façon générale, la question du soutien que l'on peut apporter aux personnes en difficulté serait l'affaire de deux ou trois spécialistes. Et que le linge sale de ces difficultés se laverait dans le cercle étroit de cette famille de spécialistes.

Nous affirmons qu'il faut en finir avec cette conception !

Et nous sommes dans un contexte, aujourd'hui tout particulièrement, nous qui sommes dans le secteur de l'enfance inadaptée, nous qui nous occupons de souffrance, nous qui nous occupons de la souffrance, des déshérités et des sans voix... que nous devons repenser l'action sociale de façon différente, nous devons inter agir d'une autre manière.

Premier niveau : Lorsque nous parlons de réseau social, **il nous faut - nous en tant qu'acteurs, nous en tant que professionnels - descendre un peu de notre piédestal ; soyons beaucoup plus humbles, et avec beaucoup plus d'humilité, nous considérer comme l'un** des partenaires essentiels dont a *ponctuellement* besoin la personne en difficulté. Besoin de notre aide, de notre soutien pour reprendre son son *larel* (chemin), pour qu'il se remette *debout*. Et lorsque nous parlons de réseau social primaire, nous pensons également au développement social local [2], également.

Cela signifie que quelque soit le lieu dans la société où un problème se pose, la personne qui y est confronté, ait la réponse à son problème. Ce n'est quiconque, avec ses livres, avec ses études, qui lui apportera la réponse. Par contre, en tant que technicien , en tant que spécialiste, le liyannaj établi avec la personne qui est en difficulté peut l'aider à trouver des réponses spécifiques, peut l'aider à mettre en oeuvre son génie créateur. Sé larel la sa (C'est cette voie) que nous devons prendre dans ce secteur. Il faut que nous travailleurs de ce secteur, nous peuple de Guadeloupe, dans le moment que nous vivons aujourd'hui, commençons à poser les jalons pour que le social cesse de générer de l'assistanat. Et ça, ce sont des jalons concrets. C'est quotidiennement que nous devons prendre la portée de cet engagement.

Et pour ce qui concerne le combat que nous menons aujourd'hui à la MDE, nous disons que ce combat est à l'image des difficultés que rencontrent toutes les institutions en Guadeloupe. Et le combat que nous menons depuis 25 jours [3], est un combat exemplaire.

La dernière grève à la MDE remonte à 1983, voilà près de 30 ans... Exemplaire cette grève car difficile, car dans le même temps il faut s'occuper des enfants qui sont à la MDE - et cela rend la tâche excessivement difficile et complexe... Mais ce combat doit servir...

Et quand nous disons que dans tout le secteur c'était la même difficulté, cela signifie que notre combat doit servir de moteur pour les assistantes sociales - sur la base de leur organisation, les autres éducateurs - et là nous pensons à [l'UTASS](#) [4], les directeurs d'établissement, ainsi que les associations gestionnaires... Ce que j'entends signifier par là c'est que cela ne doit pas être l'affaire d'un, ou deux ou trois spécialistes pris chacun isolément.

C'est à l'ensemble des acteurs de la société, dans les différents niveaux où ils se situent et d'où ils interviennent, de s'organiser et de se donner les moyens de porter de la solidarité pour aider cette institution - la MDE, qui elle rencontre aujourd'hui des difficultés et se retrouve sur le devant de la scène - à régler correctement son problème. Et le régler correctement, cela ne veut pas aujourd'hui dire poser un petit pansement sur la plaie, pour simplement la recouvrir ; et que pour dans dans deux ou trois ans on se retrouve avec le même problème qui se posera à nouveau de la même façon.

Et c'est pourquoi nous disons adhérer à la proposition de Pierre Reinette lorsqu'il nous propose un audit. Nous disons que cet audit doit opérer une mise à plat totale ; et permettre de jeter les bases d'une relance. Une relance en mesure de prendre en compte, non seulement les nouvelles données sur le plan législatif - que l'état a posé en matière de prise en charge de l'enfance inadaptée, aux enfants en souffrance et à l'aide sociale de façon générale - mais surtout capable de fasadé avec (d'affronter) le changement sociétal que la Guadeloupe vit.

Il faut savoir que la détresse, la délinquance, la souffrance..., ne sont ni une maladie que l'on attrape, ni un virus, ni une fatalité. C'est au contraire le portrait de la société, c'est un reflet, c'est un miroir qui nous renvoie en reflet ce que nous nous générons. C'est donc à la société guadeloupéenne qui génère cette forme de misère, cette forme de détresse, cette souffrance sociale. Et c'est cette société là, avec ses acteurs, avec son génie créateur - que nous possédons et qui commence à se révéler, parce que les consciences se sont libérées de façon générale en Guadeloupe, où plus rien ne sera plus comme avant - qui doit y oeuvrer. Ansanm Ansanm, s'assoier avec l'ensemble des acteurs mais aussi avec les familles.

Car ce n'est pas une affaire de spécialistes.

Et il faudra trouver des formes originales associant l'ensemble des acteurs de la société guadeloupéenne pour repenser l'action sociale. Pour voir de quelle manière on s'assure - lorsqu'on vient en aide à quelqu'un qui est en difficulté - que l'aide qui lui est apportée soit réellement un soutien qu'on lui donne pour que *lui* même, tou sel ay (seul), fasse son chemin demain.

Et non pas que l'on rende cette personne aidée servile, et totalement dépendant de vous ; de sorte que son enfant et son petit-enfant revienne demain s'adresser au réseau social secondaire - constitué par les institutions.

Il faut que les guadeloupéens apprennent à utiliser à bon escient les institutions existantes, car elles sont précisément là pour cela. Mais il faut que le travail que nous effectuons ne rende pas les gens dépendants et serviles vis à vis de ces institutions.

L'un des drames du secteur social en Guadeloupe, c'est qu'il a été structuré et construit non pas pour porter des réponses à une demande sociale correctement objectivée. Il s'est au contraire construit et structurée en générant une forme particulière d'assistanat ; car il a cherché à copier, pendant de longues années, ce qui se faisait de l'autre côté [la France]. Et avec en plus un décalage : quand de l'autre côté on remettait déjà en cause certaines structures, c'est à ce moment là que nous nous empressions de les créer ici.

Et ce chemin, il nous est aujourd'hui possible de l'emprunter. Ainsi, quand la loi de janvier 2002, nous dit qu'il faut évaluer le travail, nous devons créer notre propre indicateur d'évaluation du travail que nous effectuons ; en fonction de la façon dont nous comprenons la situation de notre pays au plan culturel, au plan idéologique, au plan politique au plan social.

Nous croyons que c'est à cette étape du combat que nous sommes. Et s'il y a un appel que nous pouvons lancer en direction de l'ensemble des partenaires et des acteurs du mouvement social, c'est de venir nous joindre pour que nous puissions non seulement régler correctement le problème à la MDE, mais surtout pour qu'ansanm ansanm nous puissions commencer à construire une autre manière de s'occuper de la détresse, de la souffrance en Guadeloupe. Pour s'occuper des familles qui momentanément ne sont pas capables de porter seules les réponses. **Car il faut savoir que n'importe lequel d'entre nous, à n'importe quel moment, peut se retrouver dans une situation où nous aurions besoin d'un soutien, d'une aide.**

Car c'est de Nonm (l'Homme) qu'il s'agit. Nonm (l'Homme), dans sa dimension sociale, dans sa dimension émotionnelle, dans sa dimension corporelle, dans sa dimension intellectuelle ; l'Homme total dans sa dimension spirituelle aussi. Il s'agit donc de replacer l'homme guadeloupéen, la femme guadeloupéenne au centre de l'action sociale. Et que nous nous mettions au service du devenir de l'Homme guadeloupéen. Et être au service de la personne en difficulté c'est tout simplement être capable de pouvoir l'aider à reprendre ses responsabilités. Car il arrive que l'on soit aussi simplement confronté à des difficultés matérielles. J'ai ainsi en souvenir le cas d'une mère de Saint-Martin qui vivait avec ses quatre enfants dans une maison ne disposant que d'une pièce. Son lait a complètement séché le lendemain du jour où on lui a enlevé ses deux jumeaux qu'elle allaitait encore, pour les placer à la Maison Départementale de l'Enfance. Alors qu'il était possible de l'aider à garder son enfant dans des conditions matérielles satisfaisantes. Cela aurait en plus coûté moins cher dans le prix de journée que ce que l'on paie chaque jour pour s'occuper de ses enfants.

| Source : Radyotanbou.net

Tracts du LKP-MDE :

- ▶ [Maison Départementale de l'Enfance : Travayè an grèv tini rézon !](#) - 15 avril 2009
- ▶ [LKP - Maison de l'Enfance : PALIE, géreur d'habitation !](#) - 31 mars 2009
- ▶ [LKP - Grève à la Maison de l'enfance : MDE pa bitasyon a PALIE !](#) - 29 mars 2009

[1] BIJENGWA : Bik a Jénès Gwadeloup, organisation qui fédérait la jeunese gwadeloupéenne dans les années 80, et qui faisait partie du MUFLNG (Mouvement d'Unification des Forces de Libération Nationale de la Guadeloupe)

[2] Lire : [Action sanitaire & sociale : Penser & agir en Guadeloupéen](#), aux origines de l'UTED-UGTG

[3] Nous étions alors le dimanche 19 avril 2009

[4] UTASS-UGTG : Union des Travailleurs de l'Action Sanitaire et Sociale